



**Fonds de Consolidation de la Paix en République
Centrafricaine**



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

**PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT:
1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2011**

Soumis par :

Tanya Chapuisat
Représentant
UNICEF RCA
1 Rue Joseph Degrain Brazza
Bangui
République Centrafricaine
Tel. : +236.75.50.12.50
Email : tchapuisat@unicef.org

Pays : République Centrafricaine

Domaine Prioritaire

Axe : Réforme du secteur de la Sécurité

1. Créer un environnement favorable à la paix, à la démocratie et au respect des droits humains ;
2. Création d'un accès équitable aux services administratifs et sociaux de base de qualité aux populations ; Appui à la reprise des activités économiques et promotion d'activités génératrices de revenus ;
3. Appuyer le programme de relèvement communautaire et la réinsertion socioéconomique en faveur des populations vulnérables.

N° du Projet : PBF/CAF/ K-12

MDTF Office Atlas N°:

Intitulé du Projet : Prévention de recrutement, Démobilisation et Réintégration socio-économique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits (2eme phase)

**Organisation(s) UN
participant(s):**

UNICEF
Programme Alimentaire Mondiale (PAM)
Fonds des Nations Unies pour la
Population (FNUAP)

Partenaires de mise en œuvre:

Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC)
Jeunesse Pionnière Nationale (JPN)
l'Association Centrafricaine pour le Bien-Etre
Familial (ACABEF)

Budget du Projet (FCP) :

UNICEF : US\$ 800 000
PAM US\$ 350 000
FNUAP : US\$ 350 000
TOTAL : US\$ 1 500 000

<p>Durée du Projet (mois): 18 mois <u>Date de transfert</u> : Aout 2010 <u>Date d'achèvement</u> : 28 février 2012 (UNICEF) 30 juin 2012 (FNUAP) <u>Révisions/Rallonges Budgétaires</u> : FNUAP : 1 révision budgétaire avait été faite le 29 Août 2011 entraînant un transfert de US\$ 143 703 en 2012</p>	
--	--

I. But

Le but principal est d'assurer que les enfants et jeunes vulnérables, y compris ceux associés aux différents groupes armés opérant dans la région de l'Ouham, Ouham Pende, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto, ont accès à des opportunités et alternatives viables qui les protègent contre toutes formes de violence, d'abus et d'exploitation, y compris le recrutement et l'utilisation dans les Forces et Groupes Armés, les violences sexuelles et les violations plus graves aux droits humains.

Les trois objectives du projet établis sont :

1. Objectif 1 : Tous les enfants associés aux groupes armés, y compris ceux se trouvant dans les forces d'autodéfense sont démobilisés et réinsérés dans les familles et communautés.
2. Objectif 2 : Une réduction de la vulnérabilité des ex-Enfants Associés aux Groupes Armés (EAFGA) (y compris les forces d'autodéfense), Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), survivants des Violences basées sur le Genre (VBG) et autres enfants et femmes vulnérables.
3. Objectif 3 : Les mécanismes de documentation, monitoring et rapportage des violations graves des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la Résolution 1612 sont consolidés et rendus opérationnels au niveau national.

La contribution du projet à la consolidation de la paix se mesure par le fait que : i) la séparation et le retrait des enfants des forces et groupes armés créent des opportunités pour d'autres groupes vulnérables tels que les OEV, les femmes et les victimes des violences sexuelles qui pourront bénéficier des formations en compétences de vie, métiers et activités génératrices des revenus. De même la réhabilitation des infrastructures communautaires est une contribution à la restauration de la cohésion sociale et à la normalisation de la situation des populations.

II. Ressources

Ressources financières:

Les contraintes administratives n'ont rendu les fonds disponibles qu'en décembre 2010 alors que le projet avait été approuvé par le comité de pilotage depuis le 10 août 2010.

Pour le FNUAP, un réaménagement budgétaire a été fait en aout 2011 entre les activités du projet entrainant une réduction du budget de US\$ 199 828 pour 2012.

Ressources humaines:

- Personnel national: Les besoins du projet UNICEF en personnel ont été exprimés par l'organisme de mise en œuvre, DRC, et ont été pourvus comme suit : sept personnel nationaux donc quatre pour le soutien psychosocial et trois chargés pour les projets économie, agro-pastorale et apprentissage professionnel. Une chargé de programme FNUAP, un point focal de la JPN et trois cadres de la JPN ont été mis à la disposition du projet.
- Personnel International: DRC a pris en compte sur un personnel international, le Chargé de Protection de l'Enfant.

Du côté de l'UNICEF, aucun personnel international n'a été pris en charge sur ces fonds.

III. Arrangements de Mise en œuvre et de Suivi du Projet

Le volet protection du projet a été mis en œuvre à travers un protocole de collaboration signé entre l'ONG internationale DRC, l'organisme de mise en œuvre et UNICEF RCA, le PAM et FNUAP. L'UNICEF a assuré le suivi du projet dans la région de Paoua. Le suivi des activités de sensibilisation des populations sur les droits des enfants afin de prévenir le recrutement des enfants par les forces et groupes armés ainsi que les groupes d'auto-défense a été fait par une visite à Paoua le 5 novembre 2011. Le suivi des activités de scolarisation des enfants démobilisés des groupes d'auto-défense a également été fait à Taley le 6 novembre 2011, dans la sous-préfecture de Paoua. Cette mission de suivi et d'évaluation a été réalisée conformément à l'accord signé entre le DRC et l'UNICEF. Un rapport de mission a été rédigé et partagé.

Dans la période 1 avril au 30 juin 2011, le PAM a procuré et transporté à Bangui les vivres suivants : 198 tonnes métriques (mt) de farine de maïs ; 24 mt des vivres fortifiés sur la base de soya (corn-soya blend) ; 26 mt de légumineuses ; et 18 mt d'huile.

Le mémorandum d'entente avec le PAM, le FNUAP et l'ONG JPN pour le déroulement de cette activité a été signé pour la période octobre-décembre 2011. Cela comprend la distribution des vivres à 300 jeunes et femmes vulnérables dont des femmes violentées et les jeunes susceptibles à être recrutés puisque ils n'ont pas d'activité économique, dans la sous-préfecture de Bossangoa (site Boubou).

Le PAM a réalisé un faible taux d'exécution (environ six per cent) car les centres de transit et d'orientation initialement prévu dans le projet n'ont pas été opérationnelle depuis le démarrage du projet.

Les interventions du FNUAP ont portées sur la domaine deux : les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants et ont accès à une assistance psychosociale intégrée de

qualité et des activités génératrices de revenus adaptés garantissant leur autonomie dans la vie adulte.

Le FNUAP a signé deux mémorandums d'entente dans le cadre de la mise en œuvre du projet, un avec la JPN et un avec l'Association Centrafricaine pour le Bien-Etre Familial (ACABEF).

Pour la coordination et la supervision, un Comité d'Organisation a été mise en place et co-présidé par le Ministre Délégué à la défense, et celui des affaires sociales. Les autres membres de ce comité proviennent de JPN, l'ACABEF, DRC, la Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA), FNUAP et UNICEF. Ce comité est chargé d'évaluer l'exécution du projet et analyser les comptes rendus des séances de travail des comités locaux de suivi de l'exécution du projet, et les rapports d'activités et financiers mensuels des partenaires d'exécution. En dépit des avantages évoqués ci-dessus, les partenaires ont eu des difficultés au début pour élaborer les fiches de planification d'activités et réunir convenablement les justificatifs des dépenses. Ceci a eu pour conséquences des retards dans le financement du Plan de Travail Annuel et partant dans le décaissement à temps réel des fonds.

La performance du projet tend vers 'les produits attendus' à travers l'appropriation et l'implication des acteurs étatiques et de la société civile dans la mise en œuvre d'une part et le mode de gestion administratif du projet qui engage la responsabilité du FNUAP et le Caritas à tout mettre en œuvre pour que le projet soit accompli. L'un des points fort réside dans le mécanisme de coordination des activités du projet à travers l'organisation des réunions du Comité de Pilotage, les réunions des parties prenantes, ainsi que l'organisation des missions conjointes JPN/UNFPA/FCP de suivi des activités. Les activités de plaidoyer organisées à l'adresse des autorités locales, administratives et de la population ont facilité leurs adhésions à l'initiative et contribuer à l'atteinte des résultats réalisés à cette étape de mise en œuvre du projet. Ce engagement s'est manifesté par la présence du Chef de l'Etat à la cérémonie de clôture de la formation des jeunes le 1 février 2012 à Boubou. Le Chef de l'Etat a non seulement reconnu et félicité le FNUAP pour ces actions menées en faveur des jeunes mais a instruit le maintien du centre de Boubou comme le septième centre de formation des jeunes aux petits métiers.

IV. Résultats

Résultat attendu 1. : Maintien de la capacité des Centre de Transit et d'Orientation (CTO) à fournir des soins et protection aux enfants démobilisés et autres enfants vulnérables ayant besoin de prise en charge temporaire.

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 1.1:

L'UNICEF a finalisé le 15 juillet 2011 l'accord de partenariat avec DRC pour la prise en charge de 1 000 enfants :

- Cinq cents enfants issus des groupes d'autodéfense et 100 enfants vulnérables avaient été identifiés.

- Quatre cents EAFGA de l'Armée Populaire pour la restauration de la République et la Démocratie (APRD) ont bénéficié d'un suivi continu de leur réinsertion communautaire et des projets individuels ou en groupes ont été mis en place pour leur offrir des nouvelles opportunités socio-économiques, en complément du programme de réintégration dont ils ont bénéficié précédemment.
- Le PAM a livré 15 mt de vivres (équivalent à US\$19 736) au partenaire pour les distributions mensuelles pendant 3 mois de 5 mt aux 300 bénéficiaires.

Résultat attendu 2.1 : Les capacités des réseaux communautaires de protection des enfants et des femmes établis et les ONG locales à assurer le suivi et la protection des enfants et femmes vulnérables, en particulier ceux associés aux groupes armés, ceux victimes d'abus et exploitations sexuelles et autres enfants et femmes à risque sont renforcées.

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 2:

Dans le cadre de l'accord de partenariat entre l'UNICEF et DRC :

- Dix comités communautaires de protection et de promotion des droits des enfants ont été constitués dans la sous-préfecture de Paoua.
- Dans la sous-préfecture de Bocaranga la protection de l'enfance a été introduite au niveau local, dans le cadre de la prolongation d'un accord de partenariat entre l'UNICEF et l'International Rescue Committee (IRC) pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre. Treize comités locaux de protection ont été renforcés à travers des formations et un suivi continu de leur activités et ils ont reçu des outils de sensibilisation et du matériel/équipement pour les enfants vulnérables.
- Un site de formation des jeunes aux petits métiers a été identifié à Boubou dans la préfecture de l'Ouham.
- Dix-huit maîtres artisans ont été formés à Paoua en décembre 2011 pour assurer l'encadrement de 300 enfants après leur formation théorique et regroupement des enfants en associations.

Résultat attendu 2.2. Les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et à des activités génératrices de revenus adaptées garantissant leur autonomie dans la vie adulte.

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 2.2:

Dans le cadre de l'accord de partenariat entre l'UNICEF et DRC, 10 espaces amis des enfants ont été mis en place sur les axes Bavara-Gbangba-Gbindia et l'axe Bavara-Taley. Mille enfants et jeunes ont été identifiés pour la formation sur les compétences de vie. Les deux plateformes multifonctionnelles mises en place par DRC depuis la fin de l'année 2010 sont toujours opérationnelles à Betoko et Nangha Boguila. On estime à 10 000 le nombre d'enfants bénéficiant indirectement de ces structures.

Dans le cadre de l'accord de partenariat entre le FNUAP et JPN :

- Deux missions d'identification et de dénombrement des jeunes ont été organisées.
- Deux missions d'évaluation et de recyclage des 80 maîtres artisans ont été organisées.

- La JPN a été doté en matériels didactique et un véhicule pour l'apprentissage des petits métiers aux 300 jeunes dans le domaine de: l'agriculture, l'élevage, la couture, la maçonnerie, la menuiserie, la soudure et la mécanique.
- La formation théorique et pratique de 256 jeunes identifiés aux petits métiers a été organisée. Ces 256 d'EAFGA identifiés ont finis leurs formation sur les métiers de leurs choix, sont aptes de développer les activités génératrices de revenus dans leur localité et de s'auto prendre en charge. Ils accèdent facilement à un emploi et assurent leur pleine implication dans le processus de développement de la RCA et la consolidation de la paix.
- Il y avait des difficultés financières pour assurer le fonctionnement du Centre de Formation de Boubou à la fin du projet.
- Des fréquentes attaques dans la zone ont rendu difficile l'accès aux jeunes.

Résultat attendu 2.3. Une augmentation du nombre des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre qui ont accès à des soins de santé, l'appui psychosocial et juridique selon les différents protocoles et directives inter agences pour l'assistance multidisciplinaire aux survivants des violences sexuelles et basées sur le genre identifiés

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 2.3:

Dans le cadre de l'accord de partenariat entre l'UNICEF et DRC il est prévu d'assurer la prise en charge des femmes et filles victimes de violences sexuelles.

- Dans le cadre de la prolongation d'un accord de partenariat entre l'UNICEF et IRC pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre dans la préfecture de Bocaranga, les acteurs clés pour influencer le changement de comportement ont été identifiés. Ils sont bénéficiés avec les leaders traditionnels de formations spécifiques sur les droits de l'homme, les principes de la législation en vigueur et son applicabilité au niveau de l'administration judiciaire locale.

Dans le cadre de l'accord de partenariat entre le FNUAP et JPN :

- Formation de 35 responsables des ONG, cadres de l'armée, de la Ministère de la Justice, la Ministère des Affaire Sociales sur la santé de la reproduction, le VIH et SIDA et les violences basées sur le genre par l'Association Centrafricaine pour le Bien-être Familial avec l'appui financier et technique du FNUAP. Grâce à cette formation, les droits de la population en matière de la Santé de Réproduction et de la prévention et protection des VBG, du VIH/SIDA et la consolidation de la paix sont respectés.

Résultat attendu 3.1 : Les six violations graves des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits dans les résolutions 1612 et 1888 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont collectées.

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 3.1:

- Huit Global Horizontal Notes ont été élaborées pour la RCA depuis le début du projet. Deux rapports consolidés pour 2009-2010 et 2011 ont été élaboré sur la situation des enfants affectés par le conflit en RCA (Report of the Secretary-General on Children and Armed Conflict in the Central African Republic).

- 40 membres de la société civile ont été formés également sur les six violations graves des droits des enfants en situation de conflit et sur le Monitoring and Reporting Mechanism (MRM), mais aussi sur l'utilisation de la fiche de récolte des données sur les violations.
- Une session de recyclage des 26 formateurs des Forces Armées Centrafricaines, Gendarmerie et Police s'est tenue pendant le mois de septembre 2011. Les formateurs ont ensuite facilité une session de trois jours avec le corps enseignants des écoles de formation militaires, de la police et de gendarmerie, sur les droits des enfants et sur la Résolution du Conseil de Sécurité (RCS) 1612, la nécessité d'inclure un curriculum sur les droits des enfants dans le cursus de formation.

Résultat attendu 3.2. Les structures nationales et décentralisées du Mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la RCS 1612 sont rendus fonctionnelles.

Réalisations accomplies selon les indicateurs du résultat 3.2:

- Deux réunions de l'Equipe Pays en charge du Mécanisme de Récolte et Transmission de l'Information relative au RCS 1612 se sont tenues respectivement au mois de juillet et août 2011. Les membres ont validé les Termes de Référence et des points focaux par agence ont été identifiés pour le groupe technique de travail qui répondra à l'équipe pays.
- Au cours du quatrième trimestre, des discussions avec l'APRD et le Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP), faction de Ndele, pour la signature du plan d'action et le relâchement des enfants avaient été entamé. Un premier projet de Plan d'Actions pour les deux groupes armés a été élaboré et transmis à l'équipe pays pour validation et également au bureau de la Représentante Spéciale pour les Enfants dans les Conflits Armés. Le Plan d'Action avec les Nations Unies pour mettre fin au recrutement des enfants a été signé par L'APRD et la CPJP et les enfants dans leur rang ont été relâchés le 10 octobre et 20 novembre 2011 à Bangui et à Ndele.
- Trente membres des ONG locales et internationales, censés de faire partie et/ou être une source d'information pour l'Equipe Pays au niveau central et régional, ont bénéficié d'une formation approfondie sur la RCS 1612, le MRM et la fiche de collecte des données sur les violations des droits des enfants en situation de conflit armé.

V. Plan de travail futur

Bien que la plupart des activités de ce projet soient déjà réalisées, et que les résultats seront réalisés à 100 pour cent à terme, l'action prioritaire pour UNICEF qui reste est de collecter les données d'ici la fin du mois de janvier pour disposer des statistiques prévues. Le projet n'a pas connu de modifications majeures.

Une prolongation du projet FNUAP a été approuvée jusqu'à fin juin 2012. En 2012, le plan de travail est le suivant :

- Organiser les missions de remise de kit de réinstallation aux groupements des jeunes.
- Mobiliser les ressources pour la pérennisation des activités du projet.
- Assurer le suivi et l'évaluation du projet.

Néanmoins, pour consolider les acquis, une prochaine phase du projet devrait prendre en compte les activités menées dans les domaines suivants :

- Relâchement des enfants (filles et garçons) par les groupes armés signataires des Plan d'Actions avec les Nations Unies pour mettre fin au recrutement des enfants.
- Réintégration des enfants anciennement associés aux forces et groupes armés.
- Formations des acteurs armés sur les droits des enfants et sur les six graves violations.
- Négociations avec d'autres groupes armés pour la signature des Plan d'Actions.

VI. Abréviations et sigles

ACABEF: l'Association Centrafricaine pour le Bien-Etre Familial

APRD: Armé Populaire pour la Restauration de la Démocratie

BINUCA : Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique

CPJ : Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix

CTO: Centre de Transit et d'Orientation

DRC: Conseil Danois pour les Réfugiés

EAFGA: ex-Enfants Associés aux Groupes Armés

FCP: Fonds de Consolidation de la Paix

FNUAP: Fonds des Nations Unies pour la Population

IRC: International Rescue Committee

JPN: Jeunesse Pionnière Nationale

MRM: Monitoring and Reporting Mechanism

OEV: Orphelins et Enfants Vulnérables

ONG: Organisation Non Gouvernementale

PAM: Programme Alimentaire Mondiale

RCS: Résolution du Conseil de Sécurité

UPDF: Ugandan People's Defence Force

VBG: Violences Basées sur le Genre